

mais l'argument est frappant. La biodiversité contribue à notre bien-être économique de bien des façons. Par exemple, la contribution des activités touchant la faune au Canada à notre produit intérieur brut (PIB) se monte à 6,5 milliards de dollars. Mais, sans la diversité biologique et les habitats nécessaires, le gros de ces revenus disparaîtrait, des emplois seraient perdus et le potentiel de croissance de l'avenir s'évaporerait.

De nouvelles industries se développent, qui dépendent de la préservation de notre patrimoine biologique. Au Canada, nous savons que l'image de notre pays sur la scène internationale est liée à notre patrimoine naturel. Des personnes vivant aussi près de nous qu'aux États-Unis viennent au Canada dans l'espoir de trouver un paradis naturel qui n'est pas déparé, chose qui n'existe plus depuis longtemps dans leur propre pays. En réponse, le Canada dispose d'une industrie du tourisme écologique en rapide croissance qui génère déjà plus d'un demi milliard de dollars par an.

La croissance de cette industrie est un des moyens d'accorder une valeur concrète à la diversité biologique, en particulier dans les régions où les personnes ont besoin de trouver de nouvelles sources d'emplois.

L'établissement du lien entre nos préoccupations environnementales, et leurs conséquences pour l'économie, a constitué un aspect fondamental de notre démarche vis-à-vis de la CNUED.

La preuve concrète est très près de nous, soit sur la côte Atlantique. Pendant plus de 500 ans, la pêche a été pratiquée sans discontinuer dans ces eaux. Cette année, presque personne n'y pêche. Nous avons imposé un moratoire sur la pêche de la morue du Nord, qui touche pratiquement toute la côte Est. Nous avons pris cette mesure afin de permettre à l'espèce de se repeupler, parce que le risque de destruction d'un important écosystème était très élevé.

C'est un écosystème qui englobe aussi les êtres humains. La crise de la pêche de la morue du Nord a mis au chômage environ 20 000 pêcheurs et travailleurs d'usines canadiens. Des milliers d'autres habitants de la région ont également été touchés. Plus de 400 collectivités dépendent de cette ressource et elles ont appris au premier chef qu'il importait de préserver des régions naturelles biologiquement saines. Elles ont fini par comprendre que les ressources biologiques doivent être sauvegardées pour longtemps.

Nous n'en sommes pas arrivés là en un jour. Les signes avant-coureurs étaient clairs et nous nous sommes attachés à prévenir cette crise en intervenant aux niveaux intérieur et international. Nous avons insisté principalement sur l'arrêt de